

signaler où il faudrait réduire les impôts, advenant une baisse du revenu de l'État. Le Parlement n'a qu'à accorder 3 milliards au ministre, mettons, au lieu de 4 milliards, et celui-ci verra aux réductions voulues. Personne n'oserait dire au Gouvernement d'opérer telle ou telle réduction. On ne peut que l'exhorter à réduire ses dépenses à un niveau raisonnable.

Les dépenses que nous avons engagées durant l'année financière dépassent tout ce que nous avons connu jusqu'ici. Elles sont quatre fois plus élevées qu'en 1939, tandis que, si l'on fait exception des nouveaux citoyens que nous a valu l'union de Terre-Neuve au Canada, la population ne s'est guère accrue depuis lors. Nos dépenses atteignent celles du temps de guerre; cependant l'excédent des revenus sur les dépenses s'établit à 280 millions de dollars. Cela n'est pas bien. Il est juste que nos enfants et petits-enfants partagent les frais du combat qui dure maintenant depuis plusieurs années. De 1939 à 1945 nous avons lutté pour défendre notre pays. Nous avons toujours fait tout notre possible. Nos jeunes sont partis en guerre, certains d'entre eux pour ne plus revenir, tandis que le pays tout entier s'est efforcé généreusement d'aider à remporter la victoire. Nous continuons, cependant, à dépenser comme s'il nous fallait immédiatement rembourser toute la dette du Canada, au lieu d'en laisser une partie à ses futurs citoyens. Tour de force impossible.

Comment s'étonner que le coût de la vie ait atteint le niveau actuel. Les derniers chiffres, il est vrai, indiquent un léger fléchissement. Cependant, s'il faut en croire les rapports mensuels, ce sont mon collègue, le cultivateur de Rosetown (l'honorable M. Aseltine) et mon collègue, le cultivateur de Blaine-Lake (l'honorable M. Horner), ainsi que tous les autres cultivateurs et producteurs agricoles du pays, qui écopent. Les seuls prix qui aient baissé sont ceux des produits primaires.

La récolte de l'Ouest, cette année, est l'une des plus abondantes dans les annales du pays. Le malheur des uns fait le bonheur des autres: ce qui nous sauve c'est que l'Argentine, l'Australie et d'autres pays n'ont réalisé que de piètres récoltes. L'Australie, l'Inde, le Pakistan et Ceylan ayant opté pour l'industrie plutôt que la culture du blé, nous avons l'avantage, cette année, de pouvoir écouler toutes les céréales que nous pourrions acheminer vers notre littoral. Mais une telle situation ne saurait se perpétuer. Les États de l'Ouest sont menacés en ce moment de sécheresse, tout comme nos provinces des Prairies, de sorte qu'on ne saurait prévoir ce que nous réserve l'an prochain. A tout événe-

ment, nous aurions tort de compter que nos cultivateurs et autres producteurs au premier degré continueront à bénéficier des années grasses dont ils jouissent maintenant, à moins qu'un événement quelconque ne contraigne le reste de l'univers à continuer de s'approvisionner chez eux, ce qui me semble peu probable.

Les États-Unis viennent d'élire un nouveau Gouvernement. Tous les libre-échangistes au Canada, ne nous le cachons pas, espéraient le maintien au pouvoir du parti démocrate, dirigé par M. Stevenson, le candidat à la présidence, car ils craignaient que le général Eisenhower ne penchât du côté opposé. Or, le général Eisenhower a conduit le parti républicain à la victoire. J'ignore si les craintes des libre-échangistes canadiens sont motivées ou non, mais je suis persuadé que le parti républicain, de son propre gré ou autrement, cherchera à resserrer les cordons de la bourse américaine où sont puisées les sommes versées à l'Europe. Aucun pays ne saurait encaisser sans sourcilier des insultes comme celles dont certains pays d'Europe,—l'Angleterre et la France entre autres,—qui voient dans l'aide américaine un acte de bienfaisance, ont abreuvé les États-Unis.

Je désire maintenant commenter brièvement la situation commerciale. Il est loisible à quiconque de se prononcer en faveur du libre-échange, mais comment pratiquer le libre-échange si personne ne désire commercer avec nous? A moins que les gens de Grande-Bretagne ne consentent à travailler cinquante heures par semaine et à produire beaucoup plus que présentement, ou à moins que nous ne leur prêtions plus d'argent,—ce que nous ne saurions faire longtemps,—ils ne peuvent acheter nos marchandises. Voilà une déclaration osée, dira-t-on, peut-être; on me blâmera d'un bout à l'autre du pays d'avoir tenu de tels propos, mais ce n'en est pas moins la vérité. Il nous faut agir de notre mieux, travailler aussi ferme que possible, de façon que les britanniques ne puissent nous dire: "Oh, vous avez la chance de pouvoir récolter d'abondantes moissons parce que, au cours de deux guerres, nous vous avons sauvés de la destruction. Mais maintenant vous ne vous en souvenez même pas." Il est hors de doute que l'initiative de la Grande-Bretagne a par deux fois sauvé la démocratie.

Nous nous débattons au sein d'un conflit sans précédent. La plupart d'entre nous sont nés avant 1910 ou 1915, alors que prenait fin le "bon vieux temps".

Partout, aujourd'hui, les gens réclament à grands cris des secours de leurs voisins. Les Iraniens ne veulent plus travailler. Pourquoi travailleraient-ils, puisqu'ils possèdent tant